



## LARZAC : défense nationale ou destruction nationale ?



Larzac, lieu protégé, terre d'équilibre, tel qu'il doit rester, pour le bonheur de ses habitants et la joie de chacun de nous ...

*gardarem lo larzac....*

*Au sortir de la dernière guerre, le plateau du Larzac était en voie de dépérissement. Le minimum de peuplement permettant une vie sociale était atteint et l'exode rural s'accélérait. Encore quelques années et ce serait le désert...*

*C'est alors que progressivement, au cours des années 1950, de jeunes paysans succédant à leurs parents ou nouveaux venus sur le plateau, l'ont repris en main et l'on fait revivre. Profitant d'aides nationales aux « régions défavorisées », puis de subventions et surtout de prêts spéciaux pour les « zones de rénovation rurale », ils se sont groupés pour travailler (le Larzac compte la plus forte densité nationale de groupements d'exploitations agricoles) et ont multiplié leur production.*

*Mais — pour parvenir à ce résultat — ils ont dû utiliser au maximum leurs possibilités d'emprunts auprès du Crédit Agricole. Au point que leur outil de travail — terres, installations, matériel, cheptel — est en fait propriété du Crédit Agricole pour une très grande part.*

*Cependant la réaction immédiate de la majorité des paysans à la déclaration d'extension du camp militaire n'est pas une question de fric (indemnisation plus ou moins équitable des investissements et des efforts réalisés). C'est : « Nous ne sommes pas d'accord, nous n'accepterons jamais de perdre notre outil de travail », et « Nous voulons continuer de travailler et vivre ici ». Ils organisent la riposte en conséquence : rassemblement à Rodez du 14 juillet 1972, marche sur Paris en tracteur en janvier 73, rassemblement au Rajal de L Corp du 25 août 73 animé par les Paysans-Travailleurs, participation à la Marche sur Lip du 29 septembre 73, rassemblement sur le plateau du 15 août 74, fête des moissons, etc.. Début 1975, la lutte continue.*

*Contre ceux qui prétendent que l'armée est au service de la nation alors qu'ils livrent tous les « biens publics » à l'exploitation privée des trusts et du capital international, le côté idéologique non-violent ou le folklore gauchiste que certains ont voulu donner aux grands rassemblements du Larzac ne tient plus la rampe.*

*La réalité profonde c'est : « Lip-Larzac - même combat », c'est la lutte globale pour le contrôle ouvrier et populaire étendue et appliquée au monde paysan.*

*C'est le soulèvement de toute la population de Millau contre la menace de liquidation « manu militari » de toute une région. C'est l'alliance de tous ceux qui luttent pour détruire le pouvoir et instaurer une société socialiste.*

*Le Larzac est devenu un symbole pour tous ceux qui luttent pour conserver leur emploi, pour vivre et travailler « au pays ». Le Larzac est devenu le symbole de la volonté populaire de conserver ce qui appartient au peuple. Gardarem lo Larzac ! Commission nationale agricole ■*

Le Larzac est devenu un enjeu politique essentiel pour Giscard et Bigeard. Il faut une victoire. Une victoire militaire pour redorer le blason d'une armée de plus en plus contestée, une victoire commerciale puisque le camp doit servir de terrain d'essai pour le nouveau matériel de guerre qui sera exporté. Une victoire aussi contre l'Occitanie qui se dresse, contre une région qui refuse la militarisation, à Canjuers, au plateau d'Albion, au Pic Saint-Loup, au Larzac, etc.. Les enjeux politiques dépassent même largement l'extension du camp. Et dans cet affrontement qui se prépare avec le pouvoir, la seule voie possible est celle de l'action unitaire anti-capitalistes.

La lutte pour le contrôle ouvrier s'étend maintenant au monde paysan. Les paysans du Larzac posent le problème de l'alliance avec ceux qui luttent pour détruire le pouvoir et se réclament d'une autre société, comme les ouvriers des tanneries d'Annonay et ceux de toutes les industries de la région qui luttent contre l'exode et le chômage. Ce problème est posé à l'ensemble des forces ouvrières. Laissons-nous détruire une région, supprimer tous les emplois, livrons-nous nos terres à la prétendue défense nationale ?

Ce qu'il faut bien comprendre c'est que la défense nationale n'est plus en cause. Dans le fond, ce camp n'a peut-être jamais beaucoup intéressé les militaires. Au départ il était plutôt souhaité par quelques notables locaux. Peu importe le camp... Il leur faut gagner la bataille du camp ! La seule chose qui compte pour les infantiles qui nous gouvernent, c'est que le gouvernement a toujours raison, doit toujours avoir raison. Une décision prise il y a quatre ans par M. Debré (un entêté notoire), sans s'être informé en aucune façon auparavant, après une enquête « d'utilité publique » purement bidon (que pouvaient les paysans face au « secret militaire ») doit être maintenue à tout prix... et quel prix !! D'un côté l'inutilité totale, de l'autre la transformation en désert de tout le sud Aveyronnais. Millau exsangue, avec le lupanar comme seule industrie...

Dorénavant l'affaire Larzac est une affaire nationale. L'utilité publique ne peut plus tout excuser. Et s'il y a utilité... il faut le prouver ! En défendant la Causse, les paysans se comportent en gardiens séculaires de la terre. C'est nous tous qu'ils défendent au Larzac, une personne amoureuse de la nature et respectueuse du travail de la tranquillité d'autrui peut marcher deux jours devant elle en harmonie avec la nature et les habitants. Si on laisse faire, la France ne sera plus qu'un vaste ensemble de terrain clôturés (de travail... ou de « vacances ») avec des autoroutes entre... Regardez ce qu'ils ont fait de Canjuers ! Ce n'est plus qu'un grand trou blanc sur la carte.

Si l'armée a quelques ennuis avec son contingent, c'est en essayant de résoudre ses problèmes qu'elle s'en tirera, pas en se « vengeant » sur les infortunés Larzaciens. Ils se battent pour nous, nous nous battons tous avec eux... jusqu'à la victoire ! L'ensemble du Parti est mobilisé pour la journée nationale du 15 mars.



## Le champ de manoeuvre de l'OTAN

Terrain d'essai publicitaire pour les marchands de canons, centre d'entraînement à la guerre civile, le Larzac est aussi un enjeu international pour l'armée. En effet si, depuis de Gaulle, la France n'est plus membre de l'OTAN, elle participe toujours au Pacte Atlantique et à ce titre, à toutes les manoeuvres de cet organisme ainsi qu'à tous les éléments d'une coordination militaire sur le plan atlantique.

La décision de retrait de l'OTAN s'est traduite simplement par la suppression des bases américaines en France. Mais les unités américaines, britanniques ou allemandes sont toujours les bienvenues sur les champs de manoeuvre du Larzac, de Canjuers ou d'ailleurs. Ainsi lorsque l'armée britannique ne s'entraîne pas à la lutte antiguerilla, ce sont des troupes fascistes de Franco qui viennent s'exercer à réprimer les révoltes ouvrières dans les camps militaires français.

Ceci résulte d'un choix politique très conscient de l'OTAN qui veut faire de l'Europe du sud un vaste champ de manoeuvre (voir par exemple les projets des manoeuvres au Portugal). Dans ces régions, moins sûres politiquement que la Belgique, l'Allemagne ou le Bassin parisien, il est toujours intéressant d'avoir des troupes disponibles...



L'enquête parcellaire a commencé... Les intéressés ne se laisseront pas faire, ils brûlent les registres (février 1975)

## Canjuers (Var) un trou sur la carte

*L'armée occupe le Var, elle l'occupe quinze fois plus qu'elle n'occupe le reste de la France. En dix ans, 70 milliards de Frs auront été dépensés pour le camp militaire de Canjuers. Il y a dix ans, la majorité des élus locaux se sont fait secrètement les complices de l'occupation du Var par l'armée.*

*Aujourd'hui tout s'éclaire et la population commence à prendre conscience. Les causes du mécontentement sont nombreuses :*

- *expulsion des paysans, victimes des effets conjugués de la spéculation foncière et de la gourmandise de l'armée ;*
- *fin de la cueillette des champignons (accès interdit par les forces de police mobile) ;*
- *fin de la chasse, sauf pour les militaires et les riches qui peuvent payer plus de 800 F un permis de chasse ;*
- *circulation très perturbée à Draguignan et dans les villages situés entre la gare des Arcs et Canjuers ;*
- *endommagement des maisons par les vibrations dues au passage des lourds engins ;*
- *augmentation notable des vols de voitures ; bagarres dans les bars ; développement de l'alcoolisme et de la prostitution ;*
- *destruction d'un site naturel (déboisement, incendies, déviation et pollution du réseau hydrographique), endommagement des grottes et des richesses scientifiques (site paléontologique des « Bessons ») ;*

- *bruit : hélicoptères, chars, tir de canon ;*
- *danger pour toute la région : fusées, engins nucléaires.*

*Les conséquences sont d'abord économiques. C'est l'aggravation des déséquilibres. Le Var est une région sous-développée .pas d'industries (les rares entreprises - GIMAC, DISRAM, etc.. ont dû fermer leurs portes malgré les luttes menées), de moins en moins d'agriculture, et, depuis le transfert de la préfecture à Toulon, disparition d'une partie importante du tertiaire. Draguignan, privée de ses entreprises et de ses administrations départementales, devient une ville-record pour le chômage. La conséquence, c'est le départ des jeunes et des travailleurs hors de la Provence.*

*Elles sont aussi politiques. Le Var est véritablement colonisé par l'armée : les décisions n'appartiennent plus aux élus locaux (le transfert de la préfecture a été décidé sans leur consultation), et encore moins à la population. Mais il y a plus grave : l'avenir du Var dépend maintenant en grande partie des autorités militaires, reliées à des organismes internationaux tels que l'OTAN : Canjuers sert de terrain de manoeuvres aux armées impérialistes. En 1972, des paras Allemands ; en 1974 et 1975, les Marines Américains. Comment ne pas penser que la venue récente de ces marines est en rapport avec les déclarations menaçantes de Kissinger au sujet d'une éventuelle intervention militaire au Moyen-Orient ? Canjuers sert aussi à entraîner des commandos à combattre « l'ennemi intérieur » : le Village de Brovès, exproprié, est réservé à l'entraînement au combat de rue...*

## le larzac et la région millavoise

La situation économique à Millau est catastrophique et les Millavois en sont traumatisés. Réalistes, sachant que leur ville est « excentrée », ils attendent pour le moins des solutions similaires à celles qui s'appliquent dans d'autres centres régionaux tels qu'Albi, Castres, Rodez où tout n'est pas facile mais où une reconversion partielle est intervenue.

Or, par une volonté concertée, aucune solution globale ou du moins importante n'est proposée pour résoudre les problèmes économiques et sociaux qui se posent à Millau. Les velléités sérieuses d'implantations nouvelles sont découragées alors qu'une infrastructure d'accueil a été créée.

Dans le passé ce rôle a été joué par la Chambre de Commerce qui voulait protéger le monopole des industries du gant et des peaux. Actuellement elle a assoupli sa position mais la situation de l'emploi s'est tellement dégradée que la crédibilité des élus UDR est nulle. A tel point que la municipalité est prête à brader Millau et le Larzac contre quelques dizaines d'emploi. Ce n'est pas son refus ces jours derniers d'ouvrir la Mairie à la commission d'enquête parcelaire qui lui permet de sauver la face. Millau est en colère. Les Millavois ont défendu leur Mairie face aux forces de l'ordre et brûlé les dossiers arrachés aux enquêteurs.

On comprend que dans ce contexte une partie de la population ouvrière vive dans la peur du chômage, de l'exil, de la répression, du licenciement provoqué par une attitude militante pour défendre le Larzac. Le chantage à l'emploi est plus efficace et l'exploitation plus pesante. ■

## La stratégie militaire et l'extension des camps

*Quels sont les points sur lesquels le pouvoir ne peut lâcher sans une révision globale de sa doctrine militaire, et ceux qu'il met en avant dans le but de faire échouer ou de canaliser la lutte ? Les piliers de sa stratégie sont :*

*- la force nucléaire et ses « annexes » : DOT (Défense Opérationnelle du Territoire), contrôle*



Ce qu'ils en font... Ici était la ferme des Agastous (à l'intérieur du camp actuel). La mort règne. Il n'y a que les obus non éclatés. Les brebis parties, les vipères pullulent (l'écologie, c'est aussi cela !)

*de la population, etc.. ;*

*- les forces d'intervention extérieures, et plus particulièrement les corps expéditionnaires pour l'Afrique et les DOM-TOM ;*

*- l'industrie d'armement.*

*Le rôle des territoires militaires doit donc être compris comme l'existence de zones où l'armée peut développer son activité expérimentale et d'entraînement faute de pouvoir les développer pour des raisons techniques et politiques sur des terrains civils.*

*Plus le consensus populaire est faible en matière de défense et plus l'armée doit élargir ses territoires. Parce que la France a, pour des raisons politiques, une industrie d'armement complète de la bombe nucléaire stratégique à l'armement léger, l'armée a besoin de terrains en relation avec chacune de ces armes. Si la Polynésie et la Guyane sont retenues pour l'expérimentation nucléaire et les lanceurs de longue portée, ils n'offrent pas la possibilité d'expérimentation pour l'artillerie, la cavalerie et les missiles de faible portée.*

*Evidemment, le principe de l'extension des camps étant acquis, tout un chapelet de « retombées » positives du point de vue des militaires sont à exploiter. Les zones ainsi « libérées » peuvent être facilement utilisées pour les manœuvres classiques qui se font dans la plus grande utilité pour permettre notamment d'éviter le « contact » entre les soldats en manœuvre et la population. L'entraînement de troupes étrangères peut également s'effectuer sans alerter l'opinion publique.*

*Le pouvoir a besoin de rassurer ses militaires en leur assurant une victoire, mais il n'effectuera que des replis territoriaux et politiques au niveau tactique. La lutte contre l'extension des territoires militaires,*



Mardi 25 Février, 20H. L'ordre règne à Millau ...

*parce qu'elle se heurte de front à la stratégie du pouvoir, est un élément essentiel de la lutte contre la militarisation. Et l'unité populaire qui se forge dans la lutte montre ce que veut dire ici contrôle populaire sur l'armée.*

G. YVERRES □